



Lettre n°25 du 9 juin 2017

Au sommaire :

- **Par notre bulletin de vote et nos combats à venir, faire vivre la perspective d'un parti des travailleurs** - *Yvan Lemaitre*
- **Du mensonge éclairé de la COP21 à l'obscurantisme affirmé de Trump, la classe capitaliste incapable de faire face aux menaces qu'elle a engendrées** - *Bruno Bajou*

Par notre bulletin de vote et nos combats à venir, faire vivre la perspective d'un parti des travailleurs

Il aura suffi de peu pour que le masque du pouvoir laborieusement fabriqué à grand renfort de pub médiatique se fissure et laisse voir la vulgarité sociale du président prétendument moderne. Sa blague digne d'un militant du FN au café du commerce est édifiante. « *Le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien* »... Tout y est, le cynisme et la morgue, le mépris social et le racisme.

C'est ce même mépris chevillé au corps qui guide sa politique qu'il met en marche sans attendre les résultats des législatives. Il s'empresse parce que son mépris ne l'aveugle pas au point de ne pas craindre celles et ceux qu'il veut rabaisser. Il les méprise parce qu'il les combat pour défendre les intérêts de sa classe, celle des riches et des possédants, des banquiers et des patrons. Il craint que les travailleurs rompent la tétanie qui frappe le pays étouffé par le déferlement de la langue de bois des fausses évidences libérales et des vrais préjugés réactionnaires. Il sait qu'il n'a pas de réel soutien ni d'adhésion, que son succès n'est que le produit d'une opération de marketing combiné à l'effondrement, aux capitulations de la gauche gouvernementale et des directions des grandes confédérations syndicales. Il sait que, sous la pression des attaques, la classe ouvrière pourrait rapidement retrouver la conscience d'elle-même, de ses propres intérêts.

La campagne des législatives poursuit et achève le travail réalisé par la campagne présidentielle pour, très probablement, donner à Macron une majorité absolue face à une droite déconsidérée, une gauche laminée et un FN miné par de féroces luttes de pouvoir.

Mais déjà les affaires rattrapent le renouvellement qui vieillit avec une vitesse étonnante. Macron a tout d'un vieux politicien, aussi vieux que le système qu'il défend,

vieil acteur de la scène politique, habitué des poignées de mains officielles, des manœuvres politiciennes, et autres roueries...

Lui et ses nouveaux embauchés jouent leur vaudeville sur le thème du renouvellement et de la moralisation d'un système où l'argent est roi, une pitrerie à l'image de Bayrou, un tour de passe-passe pour bluffer la galerie et camoufler les délits permanents du monde politique qui se partage postes, sinécures et privilèges, des délits inhérents au système qu'ils servent.

Dire que nous en avons assez, que nous ne sommes pas dupes, faire entendre notre voix, faire valoir les intérêts des travailleurs, c'est voter dimanche pour les candidats du NPA et de Lutte ouvrière.

Macron et l'union nationale contre les travailleurs

Le jeune ambitieux porte un projet qui n'a rien de progressiste, de démocratique ou de « bienveillant ». Le rêve de Macron est un État gérant hors du moindre contrôle démocratique les désordres occasionnés par les lois du marché et de la concurrence, le rapport d'exploitation capital-travail sans frein, la dissolution de la démocratie se combinant à une intégration plus grande encore des syndicats invités à dialoguer...

La prolongation de l'état d'urgence (avant que ses dispositions ne soient intégrées dans la loi), est l'occasion de tenter de souder cette union nationale autour de lui en prétextant les menaces terroristes pour mieux imposer sa politique antisociale.

Macron a mis en marche son offensive. Il espère pouvoir se revendiquer d'une large majorité pour imposer sa mar-

che forcée et mettre les syndicats et les travailleurs à genou en invoquant la lutte contre... le chômage.

Le « *programme de travail pour rénover notre modèle social* » qui a été adressé mardi dernier aux dits « partenaires sociaux » est un concentré de cette hypocrisie d'État. Tout est dit en faisant semblant de laisser tout ouvert !

Une façon de permettre à ceux qui veulent se prêter à ce jeu de dupes de faire semblant de croire qu'il y a quelque chose à discuter !

Et au passage, Édouard Philippe, le Premier ministre, ne se prive pas d'attaquer ceux qui sont passés de la « *lutte des classes à la guerre sociale* » pour affirmer sans gêne que « *la seule guerre sociale qui compte, c'est celle contre le chômage* » !

Des attaques sous anesthésie...

L'agenda concentre l'attaque sur la réforme du code du travail autour de trois thèmes : « *articulation de l'accord d'entreprise et de l'accord de branche et élargissement sécurisé du champ de la négociation collective* » ; « *simplifier et renforcer le dialogue économique et social et ses acteurs* » ; « *sécuriser les relations de travail, tant pour les employeurs que pour les salariés* ». Des formules elliptiques qui n'évoquent pas le « *contrat de travail* » ou la « *hiérarchie des normes* ». Macron ne pense qu'à ça mais il n'en parle pas... Mais c'est bien ce qu'il veut faire passer, privilégier les négociations entreprises par entreprises

Le troisième volet de la réforme portera sur la « *sécurisation des relations de travail* ». C'est là que serait traité le plafonnement des indemnités prud'homales. « *La barémisation* », dit le document. Et pour rassurer, il signale que ne seront pas concernées les indemnités de licenciement, mais les « *dommages et intérêts* ».

Ces annonces qu'ils prétendent mesurées s'accompagnent d'un plan de discussion destiné à anesthésier les directions syndicales et l'opinion.

Cette concertation donnera lieu à 48 réunions (2 par thème et par organisation patronale ou syndicale), les syndicats ne seront jamais reçus ensemble. Macron fait semblant de négocier, divise pendant le temps des congés pour imposer ses décisions début septembre.

Le projet de loi autorisant le gouvernement à légiférer par ordonnance sera présenté au Conseil des ministres du 28 juin puis examiné et voté au Parlement en juillet. Quant aux ordonnances elles-mêmes, elles seront « *publiées d'ici à la fin de l'été* ».

Tout est cadré, planifié, encadré et, cynique, le gouvernement parle de dialogue.

Du dialogue social à l'alliance capital-travail ?

Les directions syndicales acquiescent et rentrent tête baissée dans ce qui n'est même plus un piège tant l'affaire est évidente. Elles se prêtent au jeu comme elles se sont prêtées au jeu des premières consultations qui se sont déroulées pendant quinze jours sans apporter quoi que ce soit. Chacun s'est livré à un jeu de rôle vain qui n'a d'autre fonction que de duper l'opinion servant à désa-

morcer toutes velléités de contestation au moment de la présentation au Parlement de la loi d'habilitation sur les ordonnances.

Sans rire, la CFDT a prévenu qu'elle ne serait pas un « *allié docile* ». Le syndicat choucho du gouvernement et du patronat voudrait obtenir le prix des services rendus, il voudrait être encore plus associé à tous les niveaux du pouvoir. « *Partagez le pouvoir !* » a écrit Laurent Berger à Macron ! Mais pour ce dernier, la place des syndicats est dans les branches et dans les entreprises, sinon, ils font trop de politique ! FO semble trouver sa place autour de la table et la CGT critique avec une certaine lucidité mais participe avec une certaine... duplicité.

Pourtant, Macron ne cache pas plus son intention de s'attaquer aux salariés que celle de domestiquer les syndicats. L'ordonnance « *Simplifier les institutions représentatives du personnel (IRP) en prévoyant la mise en place d'une instance unique* », ordonnance jugée « *prioritaire* », est claire. Muriel Pénicaud a parlé de « *fusionner au moins les trois institutions consultatives* », soit comité d'entreprise, délégués du personnel et Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Cette fusion vise à restreindre les prérogatives du CHSCT comme des délégués du personnel en les intégrant aux CE noyés dans des tâches de gestion. Il s'agit de pousser à encore plus l'institutionnalisation de la représentation syndicale afin de l'éloigner de la base des travailleurs et de la rendre plus malléable aux desiderata du patron. De faciliter aussi la création de syndicats maison grâce au « *chèque syndicat* » qui permet de financer directement une section syndicale. Tout ça dans le but de « *renforcer la pratique et les moyens du dialogue social* », c'est à dire d'intégrer et de domestiquer les syndicats.

Pour une politique d'indépendance de classe

La seule façon d'enrayer le processus en cours dépend de la capacité des travailleurs, des classes populaires et de la jeunesse à intervenir directement sur le terrain social et politique avec leurs propres armes de classe, l'organisation, la grève, les manifestations. On le voit bien, le rapport de force est très défavorable, la grande majorité des travailleurs ne croit plus, à ce stade, à la possibilité de changer les choses. L'échec du mouvement contre la loi travail ainsi que, pour une part, la pression policière constante tout au long du mouvement et la répression, pèsent aujourd'hui sur les esprits alors que la conscience de classe se délite sous la pression patronale et gouvernementale et l'abdication des organisations ouvrières.

Préparer la contre offensive, c'est d'abord et avant tout armer les consciences, faire de la politique.

Ce qui se discute à travers la nouvelle offensive déclenchée par Macron est la question politique centrale, le partage des richesses, la répartition de la plus-value produite par l'exploitation. C'est bien cette lutte autour de l'appropriation du surproduit social qui est l'enjeu de la lutte politique. Et c'est bien pourquoi la lutte syndicale s'intègre dans le combat politique global de la classe ouvrière pour imposer une répartition des richesses qui lui soit moins

défavorable, combat qui ne peut être mené de façon conséquente que si on refuse la logique de l'économie de marché, la concurrence et le profit, l'appropriation privée des richesses.

Toutes les initiatives qui expriment une volonté d'affronter le gouvernement et le patronat comme la journée du 19 du Front social sont utiles à condition qu'elles ne soient pas une autoaffirmation d'une minorité combattive mais cherchent à s'adresser à l'ensemble du monde du travail en fonction des rapports de force et des niveaux de conscience.

La préparation de la nécessaire riposte ne peut se faire par des proclamations ou l'incantation mais par un travail au sein de nos organisations syndicales pour bousculer les routines et la passivité, contribuer à regrouper les militantEs combattifs, par un patient et méthodique travail d'implantation, d'organisation, de construction dans la clarté politique autour d'un programme et des perspectives fondées sur l'indépendance de classe.

Une campagne politique pour préparer la riposte

C'est le sens de la présence du NPA et de Lutte ouvrière dans la campagne des élections législatives, faire entendre la voix des travailleurs, contribuer à l'émergence d'une compréhension commune de la politique du gouvernement et du patronat, donner confiance pour engager l'offensive.

Malheureusement, au sein du NPA, l'importance de cette bataille n'a pas été comprise assez largement. Le NPA se présente seulement dans 27 circonscriptions.

Beaucoup trop de camarades n'ont pas vu l'importance de cette bataille politique soit parce qu'ils pensent que les choses se passent hors des élections soit parce qu'ils voudraient croire à « *une nouvelle représentation du monde du travail* » unitaire. Ainsi, des camarades ont écrit dans un communiqué : « *Dans les dernières semaines, nous avons pris contact avec les différentes forces de gauche pour leur indiquer que nous souhaitons une candidature unique pour garantir la défaite de la droite dans le 17e et 18e arrondissement. Après ces rencontres, nous actons l'impossibilité d'une telle unité, ce que nous regrettons. Le comité 17-18 n'a pas vocation à trancher entre les différentes candidatures capables d'infliger une défaite de la droite dans les urnes, mais nous sommes heureux des contacts qui ont été liés ou renoués ces dernières semaines. Nous espérons qu'ils perdureront* ».

Notre participation aux élections ne vise pas à vaincre la droite grâce à l'unité de la gauche radicale mais à défendre nos idées et un programme qui arment les travailleurs, les classes populaires, les jeunes pour s'organiser et se défendre. Nous nous présentons pour qu'ils puissent voter pour nous, voter pour ces idées et ce programme, le faire leur, participer par ce geste à la construction d'un rapport de force politique. Oui, il est important qu'il y ait le plus de voix possible sur nos candidats même si nous savons que nos scores seront très modestes. Et ce n'est pas par simple solidarité que nous appelons à voter pour les camarades

de LO là où nous ne présentons pas de candidatEs mais bien parce que nous sommes persuadés qu'il est de l'intérêt de l'ensemble du mouvement, des travailleurs, que le plus de voix possible se portent sur les anticapitalistes et révolutionnaires.

Des camarades de Perpignan écrivent à ce propos dans un communiqué public : « *Le NPA n'est pas propriétaire des voix qui se sont portées sur notre camarade Philippe Poutou. A celles et ceux qui se reconnaissent dans nos engagements anticapitalistes, nous ne donnons aucune consigne, chacun(e) étant libre de porter son suffrage sur les candidats réellement de gauche (ce qui exclut de fait le PS ou ce qu'il en reste). Ils peuvent également faire le choix de ne pas se déplacer ou de voter blanc, face au triste spectacle offert par la gauche.* ». Ce refus d'appeler à voter Lutte ouvrière qui se drape dans l'indignation face à la gauche est quelque peu ridicule au regard du passé de cette dite gauche. Cette politique tourne le dos aux idées défendues lors de la présidentielle par Philippe Poutou et le NPA. Elle abandonne le projet initial du NPA de rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires dans la perspective de la transformation révolutionnaire de la société.

C'est cette perspective qui justifie et légitime le fait que le NPA présente ses propres candidatEs même si nous savons que les divisions du mouvement révolutionnaire représentent pour beaucoup une énigme et un obstacle.

Présenter nos propres candidatEs, c'est porter une politique de rassemblement en réponse à l'autoproclamation de LO. Cela implique de voter... LO là où nous ne sommes pas présents.

« *Complémentaires et solidaires* » disait Nathalie Arthaud durant la présidentielle en parlant des deux candidatures révolutionnaires. Nous sommes d'accord et notre politique à venir continuera de tracer ce sillon même si pour LO il s'agit bien plus d'une formule de campagne électorale que d'une politique...

Préparer la riposte, s'organiser, construire un parti des travailleurs

Le besoin d'un parti qui représente les travailleurs et soit leur instrument est inscrit dans la situation sociale et politique. Le PS qui s'effondre, c'est celui du congrès d'Epiney de 1971. Le PC qui disparaît, c'est celui de l'union de la gauche qui servit de marche pied à Mitterrand, puis Jospin et enfin Mélenchon... Il s'est lui-même sabordé en voulant trouver le chemin pour aller au gouvernement gérer les affaires de la bourgeoisie.

Les travailleurs n'ont pas à chercher à reconstruire d'une façon ou d'une autre ces partis faillis. La page est tournée, il faut faire du neuf, construire un nouveau parti, un parti des travailleurs.

Tout dans la situation sociale et politique internationale et hexagonale ou européenne en affirme le besoin. Les bases sociales et politiques objectives existent pour la construction d'un parti démocratique et révolutionnaire.

La longue période de l'après 68 s'achève sur le plan politique alors qu'à l'échelle internationale le capitalisme globalisé entre dans une phase de violentes contradictions entre la libre concurrence et les luttes de domination et d'influence impérialistes, entre libéralisme et impérialisme.

Les conditions qui existaient déjà après 1995 ont mûries. Tracer la perspective d'un parti des travailleurs, ce n'est pas s'autoproclamer de façon volontariste communiste révolutionnaire. Nous inscrivons notre combat dans la continuité du socialisme et du communisme, du marxisme, mais ces mots ont été vidés de tout contenu révolutionnaire pour prendre le visage repoussant de dictature, trahison, répression, dogme et religion. Il faut tourner la page, faire du neuf.

La fidélité au passé, aux luttes ouvrières et révolutionnaires, au marxisme, n'est pas de préserver de vieilles formules dépassées par l'histoire. Le drapeau de la révolution que nous voulons brandir est libre du passé des usurpateurs et des imposteurs, il est démocratique. C'est le sens du trotskysme, ce qu'il nous a transmis.

Une nouvelle page est à écrire avec celles et ceux qui, dans la continuité du mouvement du printemps, rompent avec le syndicalisme de collaboration de classe, qui ne se reconnaissent plus dans le populisme de gauche de Mélenchon ou l'impuissance du PC incapable d'avoir sa propre politique. Avec la jeunesse qui ne veut pas subir le futur que lui préparent les classes capitalistes...

Yvan Lemaitre

Du mensonge éclairé de la COP21 à l'obscurantisme affirmé de Trump, la classe capitaliste incapable de faire face aux menaces qu'elle a engendrées

Sans grand suspens, jeudi 1 juin, Trump a annoncé, « afin de remplir son devoir solennel de protection de l'Amérique et de ses citoyens » le retrait des États-Unis de l'accord contre le réchauffement climatique de Paris, signé en décembre 2015.

Cette annonce a aussitôt provoqué un festival de déclarations d'indignation, et d'abord en France. Il faut dire que le gouvernement français ne cesse de s'enorgueillir d'avoir réussi à faire signer cet accord à 195 pays, et que Trump vient, avec sa brutalité habituelle, de rappeler que les traités internationaux de ce genre ne sont que des chiffons de papier qui n'engagent que ceux qui y croient et qui peuvent être remis en cause au gré des changements de gouvernements.

Le soir même, Macron, pourtant peu connu pour ses pré-occupations écologistes, a pris la pose à la télévision en français et en anglais « *Je considère qu'il commet là une erreur pour les intérêts de son peuple et une faute pour l'avenir de la planète* ». Et de finir, non sans ridicule à force de vouloir endosser le costume d'un grand de ce monde, par son bon mot : « *make our planet great again* ».

Merkel et les autres dirigeants européens lui ont emboîté le pas, et on a aussi vu rapidement des responsables de multinationales comme ceux d'Apple, de Walt Disney mais aussi d'EXXON, de General Motors et jusqu'au PDG de GoldenSachs rappeler, le cœur sur la main, leur soutien indéfectible à l'accord de Paris. Le soutien de ces requins de la finance n'est de toute évidence pas motivé par une quelconque inquiétude face aux dangers liés à l'emballage du réchauffement climatique. En réalité, autour de l'accord de Paris, de la transition énergétique, de la lutte contre le réchauffement climatique, il y a beaucoup d'intérêts politiques et économiques en jeu qui reflètent surtout les tensions liées à la crise que la mondialisation libérale et impérialiste connaît depuis une dizaine d'années.

Au-delà de l'obscurantisme des déclarations de Trump et de l'hypocrisie de l'indignation des chefs d'États ou des

PDG qu'elles suscitent, cette décision est à la fois un révélateur de l'impuissance des grandes puissances à mettre en œuvre à l'échelle du monde des mesures à la hauteur du problème climatique et le reflet d'un revirement de la politique des classes dirigeantes américaines dont Trump, à sa façon, est un représentant.

La Cop21 : impuissance des classes dirigeantes face à la crise climatique et foire commerciale du capitalisme vert

Depuis 25 ans, les conférences et sommets internationaux sur le climat sont incapables de mettre en place de réelles politiques pour enrayer le réchauffement climatique malgré les rapports des scientifiques qui, année après année, sont de plus en plus précis et alarmants.

La raison est simple : l'urgence de prendre des mesures concrètes à l'échelle de la planète se heurte à la réalité sociale et politique de cette société capitaliste. Elle se heurte frontalement aux frontières nationales et aux rivalités entre États, comme elle se heurte aux lois de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales qui se livrent à une concurrence acharnée dans un marché mondialisé.

Le principal obstacle aux solutions préconisées par les scientifiques pour limiter le réchauffement climatique, c'est le capitalisme qui en est en même temps le principal responsable.

Lors de son intervention, Macron s'est lancé avec emphase dans la défense de l'accord signé à Paris et a conclu : « (...) nous ne renégocierons pas un accord moins ambitieux » ! Parler du caractère « ambitieux » de l'accord est pour le moins exagéré. Car il aura fallu plusieurs années d'âpres négociations entre diplomates pour aboutir à un accord qui n'est même pas à la hauteur de l'objectif annoncé, à savoir : limiter le réchauffement climatique à moins de 2°C à l'horizon 2100. Les promesses faites à la conférence de Paris par les 195 pays signataires ne suffiront pas, d'après

le GIEC (le groupe d'experts travaillant pour les Nations Unies), pour atteindre cet objectif. Depuis avril 2016 a commencé la ratification par chacun des 195 pays (donc 194 maintenant...), au rythme qui leur convient. Ainsi, Poutine a annoncé que la Russie ne le ferait pas avant 2019, histoire de se laisser le temps de voir comment tout cela évolue. Il n'y a pourtant pas grand-chose à craindre de cet accord qui ne prévoit aucune véritable disposition contraignante et qui évite soigneusement les sujets qui fâchent comme la question clé des énergies fossiles. Une fois qu'on a enlevé tout le bla-bla qui l'entoure, l'accord se réduit à l'engagement de publier régulièrement des « *déclarations d'intentions* » sur les objectifs que chaque pays se fixe. Le premier bilan est prévu... en 2024. Que d'ambition ! ou plutôt « *Beaucoup de bruit pour rien !* »

Le seul point concret, la mise en place d'un fond de garanties financières pour aider les pays pauvres, est resté dans le vague et c'est d'ailleurs la seule véritable annonce concrète de Trump : les États-Unis ne verseront rien !

Les conférences sur le climat avec l'étalage de bons sentiments auquel elles donnent lieu sont un jeu de dupes pour masquer les responsabilités de la bourgeoisie des pays riches derrière des discours sur « *sauver la planète* », et surtout pour nous vendre les solutions du capitalisme vert. Il y a autant à espérer de ce genre d'accords internationaux pour régler la question du climat que de l'ONU pour garantir la paix dans le monde !

En effet, tous les sommets sur le climat dont la COP21 de Paris de 2015 se sont tenus en parallèle et en respectant le cadre fixé par les conférences internationales qui ont organisé la libéralisation du commerce et de la finance dans le cadre de la mondialisation capitaliste. L'échec répété des premiers est directement la conséquence du succès des secondes. Il y a en réalité une répartition des rôles, les mêmes chefs d'États font de beaux discours pleins d'emphase et d'émotion sur l'avenir de la Planète au nom de l'Humanité dans les sommets sur le climat, et se consacrent au traitement des affaires courantes du capitalisme dans ceux de l'OMC, du G20 et autres, où les choses sérieuses se discutent. Ainsi, moins d'un an après la signature historique de l'Accord de Paris sur le climat a été signé un autre accord historique à Alger par l'OPEP avec l'objectif de réduire volontairement la production de pétrole... Pour le climat ? Non, pour faire remonter les cours du pétrole jugé dangereusement bas par les pays producteurs du fait de la guerre économique que les États-Unis leur livrent.

Nombre de multinationales, y compris des secteurs de l'énergie, s'intéressent au climat... du moins aux profits qu'elles espèrent en tirer en se positionnant les premières sur des nouveaux marchés stratégiques comme celui des énergies renouvelables (solaire, éolien) sans forcément être décidées à renoncer à ceux des énergies fossiles. De fait ce sont les intérêts des multinationales et, du coup, les rivalités entre les États à leur service qui imposent un cadre aux discussions sur le climat.

Les chefs d'États, représentants de commerce des multinationales, en font même la théorie, avec la complicité des plus grandes ONG environnementales. Tous n'ont comme seul horizon que l'éternel et éculé credo libéral : le marché mondial sera capable, par le jeu de la libre concurrence, de tout réguler automatiquement et à moindre coût... il suffit de tout marchandiser. Cela a abouti à la mise en place d'un « *marché du carbone* », d'une « *bourse des droits d'émission* », autant de business très lucratifs pour quelques-uns, mais qui n'empêchent absolument pas les émissions de CO2 de continuer à augmenter.

En même temps, le credo libéral a du plomb dans les ailes... La « *mondialisation heureuse* » promise il y a trente ans laisse la place à une montée du protectionnisme, à une accentuation des tensions et des rivalités entre les grandes puissances. C'est dans le cadre de ce retournement de la situation mondiale depuis la crise des années 2007-08 qu'il faut inscrire ce retrait des États-Unis et les réactions des autres puissances que ce soient l'UE ou la Chine, l'Inde et la Russie.

Trump, derrière la violence de sa démagogie populiste, un représentant des intérêts de la bourgeoisie américaine

Parmi ses multiples déclarations obscurantistes, Trump avait déclaré dans un tweet que « *le concept de réchauffement climatique a été inventé par et pour les Chinois pour nuire à l'industrie américaine* ». Pourtant, ce n'est pas sur le terrain du « *climato-scepticisme* » qu'il a, on ose à peine dire « *argumenté* », jeudi dernier. C'est au nom de « *America first* » qu'il a critiqué l'accord de Paris « *... et du fardeau économique et financier qu'il impose à notre pays* ». D'ailleurs, il a aussitôt poursuivi en rajoutant qu'il voulait « *entamer des négociations pour réintégrer soit l'accord de Paris soit une transaction entièrement nouvelle sur des bases justes pour les États-Unis* ». Pour Trump, l'accord de Paris est injuste parce qu'il prévoit « *une redistribution massive de la richesse des États-Unis vers d'autres pays* » et de rajouter : « *L'accord concerne moins le climat qu'un avantage financier donné aux autres pays sur les États-Unis* ».

Bien sûr, comme tous les politiciens qui prétendent parler au nom des intérêts de leur nation voire de la Planète, Trump raisonne à court terme et s'adresse d'abord à cet électorat qui lui a valu sa victoire à la présidentielle. Et cela fait partie de sa démagogie populiste d'essayer de faire croire qu'un accord international sur le climat que les États-Unis n'ont même pas encore commencé à mettre en application, et qui est pour le moins non contraignant, pourrait être responsable du chômage des travailleurs américains. Il peut d'autant plus mettre en scène sa sortie spectaculaire de l'accord de Paris à grands renforts de déclarations fracassantes (« *J'ai été élu pour défendre le citoyen de Pittsburgh, pas de Paris* ») que celui-ci en réalité n'engageait pas les États-Unis à grand-chose.

Trump a axé toute sa campagne électorale sur la défense des emplois américains contre les délocalisations industrielles, contre la concurrence étrangère, notamment

celle de la Chine. Il a promis de rapatrier les emplois aux États-Unis, de redévelopper l'industrie américaine et notamment celle du charbon : « *Nous avons parmi les réserves d'énergie les plus abondantes du monde, suffisante pour sortir les millions de travailleurs américains les plus pauvres de la pauvreté* ».

Si Trump s'adresse à son électorat, on ne peut réduire cependant sa politique à une simple démagogie électoraliste. Trump est d'abord l'expression de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie américaine. Il est d'ailleurs loin d'être le seul climato-sceptique. La majorité des députés républicains ont toujours combattu la réalité du réchauffement climatique, quitte à nier les données scientifiques... en bons porte-paroles des intérêts des multinationales du charbon et du pétrole qui n'ont pas renoncé au pactole des réserves d'énergies fossiles encore non exploitées qu'elles possèdent à travers le monde.

Il exprime aussi, à sa façon populiste et réactionnaire, un problème plus profond qui se pose à l'ensemble de la classe dirigeante américaine après dix ans de ralentissement de l'économie capitaliste mondialisée, depuis la crise de 2007-2008. Trump le formule brutalement, bousculant peut-être une partie de la bourgeoisie américaine (qui voudrait se placer en leader des nouvelles technologies et énergies renouvelables contre la Chine), mais il exprime une volonté en réalité partagée par tous de défendre envers et contre tous les intérêts du capital américain face à une nouvelle situation politique et économique.

Après la crise de 2007-2008, un retournement de la politique américaine

La crise de 2007 a marqué un tournant dans la mondialisation, les États-Unis se sont retrouvés confrontés à la situation créée par le ralentissement de l'économie mondiale et la menace d'une nouvelle crise financière. Même s'ils restent la première puissance économique mondiale, ils ne sont plus en position d'imposer leur hégémonie sans contestation. De nouveaux rapports de force sont en train de se mettre en place, et c'est dans ces changements qu'il faut chercher les causes d'un retour vers des politiques protectionnistes.

Tant que leur puissance était hégémonique, les États-Unis pouvaient se permettre de laisser filer leur déficit commercial, car leur suprématie permettait de drainer une large fraction des richesses produites à travers le monde. Le marché financier était alimenté par la surexploitation de la classe ouvrière en plein essor des pays émergents et en premier lieu de la Chine. Mais dans le cadre d'une économie mondiale ralentie, la guerre économique qui n'a en réalité jamais cessé devient plus âpre, et le déficit est devenu un problème pour les USA en les rendant trop dépendants des puissances rivales montantes comme la Chine.

Ainsi, ce n'est pas juste la volonté d'un repli isolationniste qu'exprime Trump, mais bien la volonté des États-Unis de passer à l'offensive dans la guerre commerciale qu'ils se livrent avec les autres puissances capitalistes, anciennes ou nouvellement arrivées, à l'échelle de la planète pour

perpétuer leur domination. Ce n'est pas un débat idéologique sur libre-échange ou protectionnisme mais un changement de stratégie pour poursuivre le même but.

L'annonce de Trump du départ de l'accord de Paris exprime le refus des États-Unis de se soumettre à quelque accord international qui voudrait s'imposer à eux, pour se laisser la possibilité d'être à l'offensive et de tout renégocier au cas par cas pour défendre leurs intérêts dans le cadre d'une déstabilisation générale des relations internationales.

Internationalisation de la production, États nationaux et réchauffement climatique

La crise autour de la question climatique est un révélateur des contradictions insolubles à travers lesquelles le capitalisme mondialisé se maintient dans une fuite en avant dont les populations et l'environnement paient le prix fort.

Le développement et l'internationalisation de la production ont comme jamais unifié la planète. Cette économie mondiale s'est constituée dans le cadre d'un capitalisme prédateur entièrement au service de la course aux profits d'une classe minoritaire de parasites qui ne cherche qu'à drainer à elle toutes les richesses produites. Alors que tous les moyens techniques existants devraient permettre une organisation rationnelle et démocratique de la production et de la distribution des richesses, à l'échelle de la planète, la concurrence entre les multinationales et les rivalités entre puissances impérialistes engendrent une montée des forces réactionnaires et obscurantistes, une explosion sans précédents des inégalités sociales, de ravages sur l'environnement qui menacent les conditions mêmes d'existence des populations humaines.

Mais c'est aussi le caractère insoluble de cette contradiction dans le cadre du capitalisme qui donne tout son caractère révolutionnaire à la question climatique et peut contribuer à la transformation des consciences à travers les multiples combats qui se développent partout dans le monde.

Un problème global comme le réchauffement climatique ne peut être résolu que globalement à l'échelle de la planète. Et il est tout aussi illusoire de penser que cela se fera par la somme d'initiatives locales que de penser que les États nationaux, sur lesquels les classes dominantes s'appuient dans leur guerre économique sans fin, puissent s'entendre à travers des sommets internationaux comme la COP21 de Paris.

Le problème de l'accord de Paris n'est pas que les mesures qu'il propose ne sont pas assez radicales et qu'il faudrait discuter de meilleures revendications pour limiter d'un plutôt que de deux degrés le réchauffement climatique d'ici 2100. Nous n'avons pas à nous positionner comme ayant de meilleures revendications à proposer pour un accord entre pays capitalistes, car il n'y aura pas de solution à la crise climatique dans le cadre du capitalisme et de ses institutions. Toutes les solutions ne pourront passer que par une remise en cause du pouvoir des classes dominan-

tes, de leurs États nationaux et de la propriété privée, au nom de laquelle elles s'approprient les richesses.

La question climatique est liée à la question sociale au sens où l'une et l'autre posent la question de quelle classe est capable de diriger la société du point de vue des intérêts du plus grand nombre. Notre responsabilité est de dénoncer l'imposture de ces traités à travers lesquels les représentants des classes dominantes, de la bourgeoisie, voudraient apparaître comme des défenseurs de l'intérêt général alors qu'ils ne font que s'accrocher à la sauvegarde de leurs intérêts de classe les plus étroits. C'est pour cela que la question sociale et la question climatique sont indissociables d'une même remise en cause du système

capitaliste et du pouvoir des classes dominantes. Les mots d'ordre de « *justice sociale et justice climatique* » n'ont de sens que dans cette perspective de transformation révolutionnaire de la société. Il ne s'agit pas de demander on ne sait quelle justice et surtout on ne sait à qui, mais d'affirmer qu'à une crise globale du système, il ne peut y avoir qu'une réponse globale, internationale, démocratique, une réponse de classe, celle de la remise en cause du capitalisme à travers la lutte collective de la jeunesse et du monde du travail pour une transformation révolutionnaire de la société.

Bruno Bajou